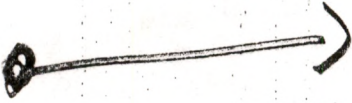


Mes camarades,

La Gauche doit se ressaisir: ~~Elle doit retrouver sa fougue. Pour cela~~ Elle doit se retrouver elle-même, retrouver ses valeurs, demeurer fidèle à ses valeurs.

Je vous le dis aujourd'hui, car je sens que de plus en plus nombreux sont les Français qui souhaitent entendre la Gauche. Une Gauche qui doit être fière de son action et fière de ses valeurs.

La droite prétend que nous serions démodés. Elle prend ses désirs pour des réalités. Souvenez-vous de Jacques CHIRAC en 1982. Il annonçait déjà que nous ne resterions pas deux ans au pouvoir ! Il s'est trompé. Il ne cesse de se tromper !

 Ce débat sur l'archaïsme et la modernité est un faux débat.

L'archaïsme, c'était la diaspora socialiste de la fin de la IVème et du gaullisme triomphant.

.../...

Touluse

La modernité ce sont les socialistes rassemblés.
Et j'espère bien que cela va durer.

La modernité, c'était la disparition des groupuscules, des clubs, et le rassemblement de tous dans le parti d'Epinay. Avec son ultime consécration, en 1974, lors des Assises du Socialisme. / Silvers - Record -

164 N.X
165
69 SO -
22 F

L'archaïsme d'avant 71, c'était la recherche prioritaire des voix centristes avec le résultat que vous savez.

~~La modernité~~

La modernité c'était François MITTERRAND mettant le Général de Gaulle en ballottage en 1965. C'était François MITTERRAND affirmant notre volonté de rassemblement à Epinay

L'archaïsme, c'était depuis la guerre, la gauche qui s'exprimait d'abord par la voix du parti communiste.

La modernité ce sont les socialistes reconquérant, patiemment, laborieusement, la première place à gauche, condition indispensable pour conquérir le pouvoir.

La modernité c'est la victoire du 10 mai 1981 et la constitution, sur la base de notre programme, du premier gouvernement d'union de la gauche dans l'histoire de la République.

.../...

La modernité, c'est l'action et les résultats des gouvernements de gauche au niveau de l'Etat, face aux échecs de la droite.

La modernité, c'est notre volonté commune de permettre au Président de la République d'achever son septennat.

L'archaïsme ce serait de remettre en cause fondamentalement ce qui a permis au P.S. de devenir le premier parti de France. Notre parti qui est, de toutes les formations, celle dont les Français ont la meilleure image.

Voilà qui doit nous rendre confiants pour aujourd'hui et pour demain.

Confiants, car depuis quinze ans nous avons franchi avec succès des étapes décisives.

Confiants, car nous avons franchi avec succès l'épreuve du pouvoir. Nous avons su maîtriser les grands équilibres économiques tout en réformant. Et cela, pour la gauche, c'est nouveau.

Oui, le pouvoir nous a changé.

Comme il change toutes les forces politiques qui sont appelées à l'assumer.

Rien n'est pire, pour une formation politique, que d'ignorer le mouvement de la vie. Nous ne sommes pas une secte. Nous sommes la plus importante formation politique française et nous avons pour ambition de faire évoluer notre société de manière démocratique, c'est-à-dire en demeurant toujours à l'écoute de nos concitoyens.

Il est incontestable que nous ayons des leçons à tirer, des enseignements à intégrer, à l'issue de la plus longue période de gestion gouvernementale de notre histoire.

Jamais, mes camarades, la gauche française n'avait gouverné unie.

Jamais les socialistes n'ont assumé les responsabilités du pouvoir durant toute une législature.

Nous avons su progresser par rapport, aux précédentes périodes de gouvernement de la gauche parce que nous avons su en tirer des enseignements, parce que nous nous sommes adaptés, parce que nous avons changé.

Nous changerons encore à partir des résultats que nous enregistrons aujourd'hui, à partir de ceux que nous enregistrons demain !

Pour contrôler ce mouvement, au demeurant naturel, encore faut-il ne pas perdre de vue notre identité, ce qui fait que nous sommes socialistes.

Je sais bien qu'au fil des âges et des pays, le mot socialisme a servi à couvrir bien des alibis. Devrions-nous, pour autant, l'abandonner ?

Car je sais aussi ce qu'il a représenté d'espoir pour des pays même très différents du nôtre qui en étaient encore au Moyen-âge.

Je sais que le socialisme a été le levain de ce gigantesque mouvement d'émancipation et de décolonisation qui marque notre siècle, comme la République avait été le levain du réveil des nationalités au siècle précédent.

Le socialisme démocratique est notre passeport pour le Tiers-monde. Il est notre langage commun avec tous ces peuples, surtout lorsque nous leur rappelons que la cause de la liberté est indissociable de celle de la justice.

Le socialisme demeure l'espoir pour les travailleurs européens, comme pour les travailleurs français.

A l'heure où la droite redécouvre le vieux terme de "libéralisme" et l'idéologie séculaire qu'il exprime, devrions-nous faire semblant de croire qu'il s'agit là d'une nouveauté ?

~~d'un concept intellectuel récent ?~~

Battons-nous, au contraire, pour épargner à la France
une politique libérale.

~~Je le dis en pensant à l'avenir de mon pays.~~

~~Je le dis en songeant aux générations montantes de
jeunes Français.~~

Je souhaite que les Français ne se laissent pas emporter
par la passion idéologique de la droite.

Ce serait faire courir à notre pays des risques consi-
dérables.

Ce serait supprimer le contrôle de prix et favoriser
une nouvelle flambée de l'inflation.

Ce serait démanteler le code du travail, et accroître
le chômage et les inégalités sociales.

Ce serait déposséder l'inspection du travail et ouvrir
la voie aux licenciements abusifs et à la répression contre les
syndicalistes.

Ce serait dénationaliser, et livrer à des investisseurs
étrangers les plus beaux fleurons de notre appareil industriel.

.../...

Ce serait privatiser la protection sociale, et développer une médecine de pauvres et marginaliser des millions de nos compatriotes.

Voilà, concrètement, ce qu'est le libéralisme.

Voilà, ce que Jacques CHIRAC nous a proposé l'autre jour à la télévision.

Voilà, ce à quoi rêvent BARRE et GISCARD.

Voilà, ce que nous rejetons Voilà ce que nous avons toujours combattu. Voilà pourquoi nous voulons transformer la société.

Oui, nous voulons changer la société.

Progressivement bien sûr, démocratiquement bien sûr, mais nous voulons changer la société.

Et, pour y parvenir, nous préconisons notamment la prise en charge collective de certains instruments économiques ou industriels.

Là se situe l'un des caractères distinctifs du socialisme.

.../... page 10
en bas

Qui dit démocratie économique dit deux choses.

D'abord la liberté. La liberté de créer et d'entreprendre dont la liberté de s'enrichir. La liberté d'échanger donc la reconnaissance du rôle du marché.

Mais aussi le plan, le service public, les nationalisations et les droits des travailleurs dans l'entreprise.

Voilà où se situe notre permanence. Voilà notre identité.

Concrètement, dans la France de 1985 et à la lumière de notre pratique gouvernementale, sur quoi avons-nous changé ?

Nous avons appliqué nos réformes, comme un gouvernement de gauche l'a toujours fait. Mais nous avons, en plus, assumé la contrainte de la gestion, la contrainte de la durée. Et c'est une première !

C'est ce que, communément, nous avons appelé la politique de rigueur, parce que, dans la situation économique de la France et du monde, il n'y avait pas d'autre solution.

Mais ce n'est pas la seule contrainte.

.../...

Nous avons aussi accepté la contrainte internationale.

Bien sûr, dans certains cas, il serait agréable de se protéger aux frontières.

Mais il faut bien voir qu'à force de se protéger, on n'est plus compétitif. Il suffit pour le mesurer d'apprécier le décalage technologique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

Oui, l'archaïsme, c'est le protectionnisme.

Oui, la modernité, c'est l'acceptation du champ planétaire.

Il est enfin, une troisième contrainte qui est sans doute la plus dure, et, à la fois, la plus exaspérante et la plus exaltante : c'est la contrainte européenne.

Dur de se marier, pour l'industrie française avec l'industrie allemande qui nous est, dans certains domaines, supérieure.

Exaspérant que de relancer la consommation en 1981 en devant constater que, finalement, l'industrie allemande en profite plus que l'industrie française.

Exaltant pourtant l'enjeu de la construction européenne.

Toutes ces contraintes doivent être appréciées différemment.

La contrainte extérieure et la contrainte européenne sont permanentes. Nous pourrions les faire figurer dans une déclaration de principes.

Nous acceptons d'accélérer et de ralentir la transformation de notre société en fonction de ces deux contraintes. C'est un changement.

En revanche, la rigueur conjoncturelle pour le maintien des équilibres économiques, n'est pas une politique. C'est une méthode pour un parti de gauche qui gouverne.

Elle ne remet pas en cause la recherche de la croissance qui est une constante de notre politique économique.

Mais la croissance ne se décrète pas. Elle dépend de la situation économique mondiale. Elle dépend des politiques mises en oeuvre chez nos partenaires.

En Mars il ne s'agira donc pas de voter pour ou contre la crise. La crise tout le monde est contre.

En Mars il faudra savoir si la France veut revenir en arrière, si les français veulent retrouver le trio BARRE - CHIRAC - GISCARD.

.../...

par exemple

En Mars il faudra dire si nous continuons, si la France approfondi les progrès réalisés depuis 1981. Car, quand même, quand j'entends dire que la gauche c'est tout pour l'Etat, j'ai envie de poser quelques questions :

Qui a effectué la décentralisation toujours annoncée et jamais réalisée ? La gauche !

Qui a supprimé le monopole de l'Etat sur les programmes de télévision ? La gauche !

Qui a permis à un millier de radios locales d'émettre ? La gauche !

Qui a rendu la gestion de la sécurité sociale à des administrateurs élus ? La gauche !

Qui a autorisé les citoyens français à appeler aux juridictions internationales contre leur propre Etat ? La gauche !

Ne laissons pas caricaturer ni notre pensée, ni notre action.

Et dans ce débat sur l'Etat, réaffirmons aussi ses responsabilités. Je pense bien sûr à ces responsabilités traditionnelles, en matière de défense, de justice de police.

.../...

Mais je pense surtout à ces responsabilités en matière de redistribution de la richesse nationale en matière de protection sociale.

Car c'est bien là, la supériorité de notre démocratie économique sur le libéralisme.

Les évêques américains viennent de le dire en dénonçant - je cite "le scandale moral et social" - que constitue la pauvreté et le chômage dans le plus riche pays du monde.

Ils en appellent à une véritable "démocratie économique".

Ne nous y trompons pas : la vague libérale, qui a effectivement balayé le monde occidental, tend déjà à se briser. La jeunesse dévoyée du stade de Bruxelles, les émeutes qui éclatent dans les grandes villes anglaises en passant par le démantèlement des programmes sociaux américains, et la brutale amputation du pouvoir d'achat en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et ailleurs, conduisent les peuples à s'interroger et à se mobiliser.

En Grèce, les socialistes ont gagné les élections. En Suède, les socio-démocrates ont gagné les élections. Vous direz : Il y a le Portugal, l'échec des socialistes est dû à la rigueur, toujours à la rigueur, c'est-à-dire toujours aux efforts que nous devons réaliser pour rétablir des équilibres

et rendre une apparente cohérence à un système en plein dérèglement que nous devons conduire en combattant et auquel certains voudraient nous identifier davantage.

Oui mes camarades, la situation actuelle justifie notre interrogation sur l'adaptation et le changement. Mais elle justifie aussi que nous haussions le ton.

Laisserons-nous, sans répondre, Jacques CHIRAC en appeler à la chasse aux sorcières contre les fonctionnaires communistes ?

Laisserons-nous contester la sécurité sociale ?

Laisserons-nous menacer les travailleurs immigrés ?

Soyons nous-mêmes. Ne nous laissons pas culpabiliser.

Proposons nos solutions. Penchons nous d'abord sur les vrais problèmes du pays et, au premier chef, sur celui du chômage.

La lutte contre le chômage doit nous mobiliser. Nous devons rechercher des solutions, une issue pour ma part, je propose trois pistes :

- un effort exceptionnel pour élever les niveaux de qualification.

.../...

- le retour vers une croissance plus soutenue.
- enfin un aménagement et un partage du temps de travail.

Voilà des thèmes qui devraient nous mobiliser.

Car c'est en apportant ce type de réponses que nous nous ferons écouter par le pays et que nous rassemblerons. Parce que nous demeurons des socialistes, nous devons en effet rassembler autour de nous la gauche. Oui notre stratégie est toujours valable.

Même si nous devons l'adapter.

L'adapter, car, à l'évidence, l'union de la gauche autour du programme commun n'est plus de mise.

d'abord, parce que la notion de programme commun que les communistes avaient réclamée depuis vingt ans, ils l'ont volontairement détruite en 1977.

N'oublions pas qu'en 1981, je le répète, c'est sur la base de notre programme que les communistes ont accepté d'entrer au gouvernement. Pas sur la base d'un programme commun !

Le programme commun n'est plus de mise, parce que les accords centraux entre appareils politiques ne sont pas d'actualité.

.../...

La direction du Parti communiste a pris un risque considérable en s'isolant, en se marginalisant dans sa quête d'une impossible révolution.

Là n'est pas l'essentiel. Même si les communistes devaient s'isoler durablement, notre problème demeurerait le même.

Nous avons vocation à rassembler le peuple. Nous avons vocation à rassembler la gauche, toute la gauche !

C'est d'ailleurs ce que nous faisons depuis plus de quinze ans. C'est ce que nous devons poursuivre.

Telle est la stratégie d'Epinay.

Telle est cette stratégie mise en oeuvre par nous tous rassemblés autour de François MITTERRAND.

Car François MITTERRAND n'est pas seulement le Président de la République. Il est d'abord pour nous le rénovateur du socialisme français.

Nous avons pu accéder au pouvoir parce que nous avons su rendre au courant socialiste une démarche stratégique claire.

Gardons les socialistes unis et attachons-nous à rassembler la gauche.

Le P.C. se dérobe une nouvelle fois ? Qu'importe.
Nous avons déjà connu de tels épisodes.

Continuons à creuser notre sillon. Ne remettons pas
en cause notre ancrage.

Nous avons pu entraîner les communistes au pouvoir
en atteignant la barre des 25 %

Il nous appartient d'atteindre à présent 30 % pour
compenser l'érosion de nos alliés d'hier, pour forcer une nouvelle
fois le destin.

Ce qui signifie que nous avons encore bien des voix
de gauche à rassembler.

Ne nous trompons donc ni de cible, ni de langage.

Tout ce qui est nouveau n'est pas nécessairement
positif.

Tout notre héritage traditionnel n'est pas immuable.

Nous avons la plus haute idée de ce que le septennat
de François MITTERRAND apporte à l'affirmation de nos idées.

Mais chacun comprend que la marche historique des

socialistes va au-delà d'une législature et au-delà d'un septennat.

Nous ne sommes pas un parti comme les autres, nous ne identifions pas à une génération, mais à une suite de générations. Pour traverser le temps, il convient de s'adapter afin d'épouser le terrain, mais il convient aussi de savoir rester soi-même pour durer.

Affirmons la permanence de notre combat, indépendamment de l'air du temps.

Comme le disait un journaliste, affirmons le socialisme corrigé des variations saisonnières. Mais affirmons le socialisme.

Car rien n'est plus trompeur que l'air du temps.

Hier, ce furent les applaudissements inopportuns à la croissance zéro dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences funestes. Aujourd'hui c'est l'hésitation qui se manifeste parfois à défendre nos positions. C'est une sorte de complexe face au libéralisme, bref c'est l'illusion du recentrage.

A l'heure d'une bataille décisive, l'urgence est à la mobilisation de tout le Parti.

Au regroupement de tous les socialistes.

Et au rassemblement de toute la gauche.